

Oui à des mesures sensées, non à une politique industrielle

19.08.2011

D'un coup d'oeil

Le franc fort a l'effet d'une «sanction fiscale» pour les exportateurs, tandis que la baisse des prix des produits importés mettra les fournisseurs sous une pression constante. Le Conseil fédéral a donc décidé de mettre en œuvre un train global de mesures pour soutenir les entreprises affectées. On ignore encore quelles dispositions exactes seront prises et comment les fonds seront utilisés concrètement. *economiesuisse* salue le signal politique lancé par le Conseil fédéral.

Les mesures envisagées doivent toutefois faire l'objet d'un examen minutieux. Une chose est claire toutefois : une politique industrielle étatique qui subventionnerait des branches ou des entreprises et induirait des discriminations et des distorsions de concurrence n'entre pas en ligne de compte.

En ce qui concerne d'éventuelles interventions axées sur le court terme, il importe de s'assurer qu'elles renforceront la place économique. Des mesures à court terme sensées sont possibles, notamment dans les domaines de l'innovation et de la recherche. Aux yeux de l'économie, il est décisif qu'elles améliorent les conditions-cadre générales à long terme – pour toutes les branches, peu importe qu'il s'agisse d'entreprises exportatrices ou de fournisseurs. La Confédération disposant d'une marge de manœuvre financière suffisante, les milieux économiques préconisent d'alléger la charge fiscale des entreprises durablement et de manière non discriminatoire. Le train de mesures doit également viser à supprimer des obstacles au commerce et renforcer la concurrence en général. La seule révision de la loi sur les cartels ne sera pas suffisante : une réduction convaincante des entraves réglementaires est nécessaire.